

PATRONS, DORMEZ TRANQUILLES, SEGUY SE PRONONCE POUR LA POLITIQUE DES REVENUS...

En ce qui nous concerne, nous le savions déjà, et dans les colonnes de «L'Anarcho-Syndicaliste» nous l'avons expliqué à plusieurs reprises. Mais le Secrétaire général de ce qui fut la C.G.T., vient d'en donner une confirmation éclatante. Dans une interview accordée au journal «Le Figaro» du 10-2-77, G. Séguy, membre du bureau politique du parti communiste français, déclare:

«En ce qui concerne les salaires, nous pensons que s'impose une négociation permettant de mettre au point un instrument de mesure du coût de la vie acceptable par toutes les parties: gouvernement, patronat et syndicats. A partir de là, il faudrait convenir de la progression économiquement possible du pouvoir d'achat des salaires, retraites, et pensions».

Autrement dit, une conférence tripartite C.N.P.F.-Confédérations Syndicales-Gouvernement, définirait d'un commun accord l'augmentation du coût de la vie, et déciderait, généreusement, de l'économiquement POSSIBLE.

Il ne s'agit même plus de revendiquer le SOUHAITABLE pour les travailleurs, mais d'accepter ce que les responsables de l'économie capitaliste décideront d'OCTROYER.

Il s'agit encore moins de ce que la classe ouvrière, par son action propre, directe, serait éventuellement capable d'arracher au patronat et à l'Etat.

La position de Séguy est objectivement non seulement une position de collaboration de classe, mais d'intégration, qui se traduit par un abandon pur et simple de l'indépendance du syndicalisme, au profit de la défense de «l'intérêt national» que Séguy confond volontairement avec celui de la classe ouvrière, qui serait au pouvoir (selon la conception du P.C.F.) à travers un gouvernement d'union de la gauche.

C'est ainsi que confirmant la ligne de capitulation permanente de la fraction politique qui contrôle la C.G.T., Séguy n'hésite pas à rappeler dans la même interview:

«Nous sommes des syndicalistes conscients et réalistes. Nous l'avons déjà prouvé en maintes circonstances y compris au lendemain de la Libération lorsqu'il s'agissait de redresser notre économie nationale. Nous avons fait la preuve lorsqu'il était question d'appeler les travailleurs à un effort conforme à l'intérêt national et donc à leur propre intérêt, que nous savions prendre nos responsabilités. Dans toutes les circonstances semblables nous ferions de même».

Après cela, monsieur le Secrétaire général peut parler «d'indépendance syndicale», de «maintien du droit de grève», y compris en régime socialiste, peu nous importe!

Ce qui est réaffirmé on ne peut plus clairement, c'est l'alignement complet aux nécessités de la caste bureaucratique au pouvoir à Moscou qui, pour tenter de survivre doit maintenir la «coexistence pacifique».

C'est-à-dire faire jouer à ses satellites le rôle de frein à toute action ouvrière qui aurait tendance à se généraliser, donc à remettre en cause le consensus EST-OUEST.

Pour les anarcho-syndicalistes de l'U.A.S., les choses sont claires: il faut continuer à défendre l'indépendance réelle des syndicats. Il nous faut militer pour que les syndicats restent propriété des travailleurs syndiqués. Partout où nous sommes présents, nous nous battons contre tous ceux qui tenteront de dresser l'indice négocié au sommet (qui aboutirait inmanquablement à une police dirigiste des salaires - politique des revenus) contre l'action indépendante de la classe ouvrière pour ses revendications.

Dans cette lutte, nous rencontrerons des militants ouvriers qui, sans épouser toutes nos thèses anarcho-syndicalistes, sont au moins d'accord avec nous sur un point : c'est toujours au nom de l'INTÉRÊT NATIONAL, que sont sacrifiés les INTÉRÊTS DE CLASSE.

Nous sommes parfaitement conscients des difficultés auxquelles nous sommes et serons confrontés. Mais sans qu'il soit possible de dire quand, nous sommes convaincus que, comme à d'autres périodes de son histoire, la classe ouvrière réagira. La crise du régime capitaliste, qui n'est pas seulement conjoncturelle, la crise politique profonde qui fait lentement, mais inexorablement son chemin dans les pays de l'Est, entraîneront des craquements de plus en plus importants, et les travailleurs, les exploités, feront irruption: l'anarcho-syndicalisme sera présent comme alternative, et d'autant plus présent, qu'à chaque étape de la lutte nous l'aurons renforcé.

J. SALAMERO.
